

Limiter la population pour sauver le climat

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 12 juin 2009

Le vrai projet de la Deep ecology prend davantage place au sein de l'ONU

Le rythme de la croissance mondiale est insoutenable pour la planète et le climat, estime une ONG australienne qui demande que le futur accord de Copenhague lie « explicitement » la réduction de la population et celle des émissions de gaz à effet de serre. « Le Protocole de Copenhague doit explicitement établir la relation entre le fait de réduire “humainement” le nombre d’êtres humains et l’atténuation des émissions de gaz à effet de serre », indique [Sustainable Population Australia](#), une organisation non gouvernementale, dans une communication aux Nations unies.

Pour l’AFP, l’ONG va lever un « tabou », ce qui montre à quel point l’on ignore ou feint d’ignorer ce discours de plus en plus fréquent et de plus en plus ouvertement soutenus par les grands « philanthropes » comme Bill Gates (Microsoft), Ted Turner (AOL), la fondation Rockefeller et bien d’autres.

Le texte est [consultable en ligne](#) sur le site de la Convention de l’ONU contre les changements climatiques (CCNUCC). Il a été présenté jeudi soir à Bonn, en marge des négociations du futur accord climatique qui doit être adopté en décembre à Copenhague.

Partisane de la décroissance, l’ONG identifie comme facteurs d’abus des ressources énergétiques de la planète et d’émissions de gaz à effet de serre la population, la richesse par tête et les choix technologiques. La population apparaît alors comme une variable d’ajustement. La population mondiale approche actuellement les 6,7 milliards et augmente chaque année d’environ 77 millions d’individus, rappelle-t-elle. Et même si les émissions par tête n’ont guère évolué, les émissions mondiales totales n’ont cessé d’augmenter, en raison d’un usage accru des énergies fossiles : pétrole, gaz, charbon. « L’ONU prévoit une augmentation de 50 % de la population mondiale en 2050 ; même si les émissions par tête étaient réduites de 30 %, leur volume global resterait inchangé », affirme l’ONG, d’autant que selon elle la production de nourriture, la multiplication des voyages et les migrations vers des pays riches accélèrent le mouvement.

L’organisation australienne, qui avance que « 41% des naissances dans le monde sont non désirées », demande (exige ?) que celles-ci soient réduites : « S’assurer que chaque enfant qui naît est un enfant attendu est le moyen le plus rapide et le plus efficace de réduire l’impact humain sur l’environnement, y compris sur les émissions de gaz à effet de serre. »

En clair : « les chefs d’Etat doivent soutenir » les programmes de planning familial qui doivent

être financés par des contributions internationales accrues (Obama s'y emploie...) ; « le maillage des lieux d'offre de planification familiale doit être dense » ; « les contraceptifs doivent être délivrés sans ordonnance » (tiens, en France, le gouvernement Sarkozy s'y emploie...) ; « l'avortement doit être légalisé ».

Le tout s'accompagnant d'un matraquage de l'opinion, notamment dans les écoles (les manuels scolaires français répondent déjà à cette exigence).

Tout en reconnaissant que « des objections culturelles et religieuses sont parfois soulevées » quand il s'agit de limiter le nombre d'êtres humains, l'ONG estime que « tout examen dépassionné du niveau actuel de l'impasse environnementale humaine présente montre que le taux et la croissance de la population ne sont pas "soutenables" et ne peuvent être ignorés. Sans réaction, les pires scénarios seront presque certainement inévitables ».

Ce n'est pas un tabou qui est levé, mais au moins le discours devient plus audible. Et il a déjà produit des effets.

(Cet article a paru dans *Présent* daté du 13 juin 2009.)